

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

L'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale (*Varine*). — Un discours de Trotsky au Congrès de Moscou. — Le mouvement révolutionnaire en Amérique (*John Reed*).

A la défense de Rosa Luxembourg (*Clara Zetkin*). — Chronique internationale : Pologne (*Varsov*), Japon. — Mesures de défense (*Varine*). — Divers.

# L'Adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale

Chaque « reconstruteur » faisant du bruit comme quatre, le groupe du *Populaire* continue son vacarme, dans l'espérance de faire illusion et de révéler une force factice. Mais l'Internationale Communiste n'a rien à redouter de si piètres ennemis.

Ceux-ci ne lui rendent-ils pas un involontaire hommage en proclamant, comme s'ils croyaient encore pouvoir tromper quelqu'un, leur désir, de demander leur adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale ? Cette grossière malice incite à prendre ses auteurs en pitié. Ils en sont là... Après avoir reçu force camoufflets, après avoir essuyé le mépris sarcastique de Trotsky, les flétrissures de Lénine, l'irrévocable condamnation des organes directeurs de l'Internationale Communiste, ils sollicitent de nouveaux affronts. En vérité, une telle déchéance nous est à nous-mêmes pénible... Crispin, Hilferding, Dittmann, Mac Donald, sont des adversaires d'une autre allure qui ont du moins la franchise de déclarer ouvertement la guerre à l'Internationale Communiste.

L'hypocrisie de nos « reconstruteurs » ne peut être comparée qu'à celle des dirigeants bourgeois pendant la guerre. De même que ceux-ci se répandaient en affirmations platoniques sur la dernière des guerres, la guerre pour la paix, la guerre du droit, de la justice,

de la démocratie, etc..., ceux-là proclament que leur plus cher désir est d'adhérer à l'Internationale Communiste, dont ils couvrent de boue, en détail, tous les membres. Cela prouve que la volonté des masses socialistes est tellement évidente, leur accord spirituel avec l'Internationale Communiste si visiblement réalisé, que les « reconstruteurs », en politiciens astucieux qu'ils sont, évitent de les heurter de front. Ils adoptent en apparence le mot d'ordre des masses, tout en le vidant de son contenu, en le dépouillant de sa signification révolutionnaire.

D'autres signes du désarroi qui règne au camp des « reconstruteurs » sont les misérables procédés auxquels ils recourent pour alimenter leur campagne anti-communiste. En être réduits à de tels expédients, c'est le commencement de la fin. Nous avons déjà signalé les ficelles de Longuet, de Caussy et de Chapiro, pour qui, il y a deux semaines, l'écrasement de la gauche allemande ne faisait aucun doute. Or, malgré la procédure du « Congrès brusqué » employée par l'état-major du Parti Indépendant ; malgré l'hostilité de la quasi-totalité des chefs, des fonctionnaires et des journaux du Parti, à la 3<sup>e</sup> Internationale ; malgré une campagne où l'on a vu les leaders de la droite descendre jusqu'à reprocher aux bolcheviks d'avoir traversé l'Allemagne

en 1917 grâce à Ludendorff et jusqu'à accuser les spartakistes de vouloir fomenter une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne ; malgré tous ces moyens de polémique odieuse, la victoire de la gauche est annoncée comme certaine. Et le *Populaire* est, pour la millième fois, pris en flagrant délit d'imposture. Il ne se passe pas de jour où ce journal ne commette un mensonge, un faux, ou une autre vilénie. Et chaque jour, c'est un nouvel hommage rendu au prestige des idées communistes, à l'influence de l'Internationale Communiste, qu'il faut combattre avec des armes empoisonnées.

Enfin, nous enregistrons les prodromes du chantage que se préparent à exercer sur le Parti les social-traîtres de la C. G. T. « *Pas de collaboration avec le Parti si celui-ci ne repousse pas l'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale...* », tel est le procédé d'intimidation dont ces messieurs entendent user. Ils en seront pour leurs frais. La Parti ne confondra pas les masses syndiquées avec les dirigeants félon de la C. G. T. Avec ceux-ci, toute collaboration serait stérile ; avec celles-là, la collaboration s'établira spontanément, et rien ne pourra l'entraver.

L'adhésion irrévocable du Parti Socialiste français à l'Internationale Communiste sera décidée au Congrès de décembre. La majorité votera la résolution du *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale*, qui traduira, dans une forme adaptée aux circonstances et au milieu, les thèses et les conditions adoptées par le Congrès de Moscou. Les partisans sincères et décidés de l'action révolutionnaire, de la solidarité effective du prolétariat mondial, de la lutte de classes sans compromis, de l'appropriation intégrale du pouvoir politique et des moyens de production par les prolétaires, se grouperont autour du *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale*. Au lendemain du Congrès, ils prouveront par leur attitude, par leur action, — et non en paroles — qu'ils sont dignes de former la section française de l'Internationale Communiste.

Ils le prouveront en faisant du Parti une organisation de combat ; en assurant l'homogénéité des organes directeurs ; en appliquant rigoureusement la discipline ; en se dressant contre la bourgeoisie et ses serviteurs social-réformistes ; en propageant les idées communistes dans les syndicats et, suivant l'expression de Flory, partout où il y a des prolétaires ; en préparant le prolétariat à la lutte ouverte contre le régime d'exploitation et d'oppression qui l'acculera tôt ou tard à la révolte ; en agissant, en un mot,

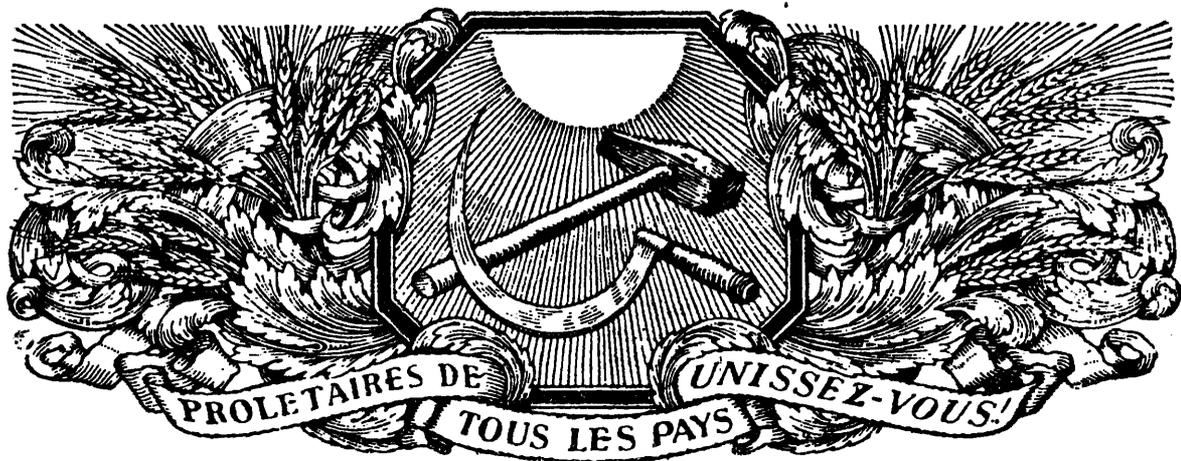
suivant les méthodes définies par les Communistes de tous les pays dans leur deuxième Congrès mondial de Moscou.

L'Internationale Communiste n'attend pas du Parti français transformé, qu'il fasse l'impossible. Elle sait d'ailleurs que la transformation du Parti ne s'accomplira pas en un jour, qu'elle ne sera réalisée qu'aux prix d'efforts laborieux et tenaces. Il faudra du temps et une lutte persévérante et soutenue pour liquider l'héritage d'opportunisme, de réformisme, de corruption, que laissent les anciennes majorités à la nouvelle. Mais l'Internationale Communiste est en droit d'exiger, et elle exigerait, si nous ne savions le vouloir nous-mêmes, que sa section française rompe une fois pour toutes avec les pratiques auxquelles nous devons la dégénérescence du mouvement ouvrier révolutionnaire en France : les compromis entre fractions, l'équilibre des tendances, la collaboration entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires, aboutissant à paralyser, à stériliser toute action socialiste. Elle ne nous demandera pas de faire la Révolution sur commande ; mais nous lui devons de prendre la Révolution au sérieux, c'est-à-dire de ne pas la considérer comme une vague espérance, une perspective lointaine à laquelle il sera toujours temps de songer, — ainsi que l'envisageaient les socialistes avant la guerre —, mais de la considérer comme une éventualité immédiate, que la crise économique mondiale peut faire surgir plus tôt que nous ne le prévoyons, que les exactions de la bourgeoisie doivent inéluctablement provoquer, et en vue de laquelle nous devons éduquer les masses afin qu'elles abordent un tel événement avec le maximum de préparation. L'Internationale Communiste, en un mot, nous invite à quitter le domaine des abstractions pour entrer dans celui du travail pratique et concret.

C'est ce que le *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale* demandera au Parti de décider, en lui soumettant, au Congrès de décembre, la résolution d'adhésion à l'Internationale Communiste.

VARINE.





## Un Discours de Trotsky au Congrès de Moscou

Camarades,

Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste se rassemble dix-huit mois après le 1<sup>er</sup> Congrès. Ce laps de temps n'est pas énorme, mais la valeur historique de l'expérience que nous avons faite pendant cette courte période est plus considérable que celle de tout ce que nous avons fait auparavant.

Pour nous, ce 2<sup>e</sup> Congrès n'est pas une simple revue des peuples. Il ne s'agit pas de nous compter entre camarades. Non. Nous devons nous arrêter un instant sur le chemin qui mène vers les hauteurs, à travers bien des obstacles et des précipices ; nous devons jeter un regard en arrière afin de mesurer la route parcourue. Sans cesser pour cela de surveiller l'ennemi, nous planterons les jalons de la prochaine étape et, sans perdre une minute, nous reprendrons notre marche en avant.

Ainsi donc, nous allons embrasser du regard ce qui s'est passé durant ces dix-huit mois qui séparent le 1<sup>er</sup> Congrès du second, et nous nous demanderons, en scrutant soigneusement notre conscience révolutionnaire, si nous avons le droit de dire que la route que nous nous étions tracée lors du 1<sup>er</sup> Congrès de la Commune mondiale était la bonne route. Nous nous demanderons si nous avons remporté des succès, à quoi il faut les attribuer. Et si le prolétariat mondial a parfois subi des défaites et battu en retraite, n'est-ce pas parce qu'il n'est pas entré tout entier dans la voie que lui avait indiquée l'Internationale Communiste ?

Les dix-huit mois qui viennent de s'écouler ont souligné d'un trait sanglant toute une époque, qui fait date dans l'histoire de l'humanité. Cette époque a eu ses lois, ses méthodes, son égalité, ses relations mondiales, ses luttes, ses mensonges, le mensonge démocratique de la science officielle, le mensonge de l'Eglise. La guerre mondiale a fait le bilan de tout

cela. Et les classes bourgeoises qui poussaient les peuples à entrer dans cette mêlée mondiale, leur promettaient en même temps on ne sait quel Nouveau Testament, quel nouvel ordre de choses, quel nouveau régime.

Or, quel aspect présentent l'Europe et le monde entier, après qu'ils sont sortis de cet immense carnage et de cette fabrique de traités qu'on avait installée à Versailles ? L'ordre bourgeois ne sait sur quoi s'appuyer. Tout s'est mis en mouvement, toutes les assises sont ébranlées, tous les programmes des gouvernements bourgeois ont été jetés au panier ; les alliances internationales se sont disloquées et la bourgeoisie tremblante, au seuil de l'avenir, cherche une issue à une situation désespérée, créée par des siècles et des siècles de pillages et de violence. Mais il n'y a point d'issue.

L'Angleterre, la France, les Etats-Unis, ont promis de donner aux peuples une alliance mondiale, une Ligue des Nations, qui devait mettre fin aux guerres impérialistes, aux discordes internationales. La voici devant nous, cette Ligue des Nations. A peine était-elle sortie des chancelleries que son auteur, son inventeur, le président Wilson, la reniait.

Camarades, il n'y a pas plus de dix à douze mois que presque tous les chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui rassemblés en ce moment ses lamentables débris au Congrès de Genève, salueaient Wilson comme un nouveau messie, du haut de sa montagne, apportant à l'Europe ensanglantée ses commandements, non pas les dix commandements des tables de Moïse, mais quatorze, les quatorze fameux articles de Wilson, qui devaient établir à tout jamais la paix entre les peuples. Tandis que Kautsky, Longuet et les autres représentants de la 2<sup>e</sup> Internationale salueaient Wilson et invitaient les ouvriers à le soutenir, notre Internationale, il y a de cela dix-huit mois, à Moscou, déclarait que la démarche de Wilson était une tentative faite

par les ploutocrates de New-York et de Chicago pour assujettir l'Europe et le monde entier ; notre Internationale disait que cette Ligue des Nations ne serait qu'une compagnie mondiale dont le capital social serait fourni par les Etats-Unis. Le capital américain est accoutumé à étendre ses domaines par le système de la fédération, en faisant entrer dans la sphère de son exploitation de nouveaux et de nouveaux millions d'hommes. Le capital américain a fait une tentative pour jeter le filet sur l'Europe, l'Asie et sur le monde entier.

Mais lorsque Wilson est arrivé en Europe, du fond de sa grande province américaine, il y a vu, en se heurtant aux problèmes de la vie mondiale, que les rênes du gouvernement étaient en ce moment entre les mains de l'Angleterre, qui dispose de la flotte la plus forte, du câble le plus long. C'est l'Angleterre qui s'entend le mieux, par expérience, aux violences et aux pillages. Et ce brave provincial de Wilson, avec ses poches pleines de dollars très bien cotés, s'imaginant que ses quatorze paragraphes allaient devenir l'Evangile du monde, se trouva nez à nez avec la flotte anglaise. Que dis-je ? Avec la Russie soviétique et le communisme.

Alors, l'apôtre américain s'en retourna tout chagrin vers sa Maison Blanche à Washington, il remonta la pente de son Sinaï. Mais, camarades, ne croyez pas qu'il ait renoncé ainsi à sa politique de domination mondiale. Le capital américain ne saurait suivre un autre chemin. Tant que ce capital n'a fait que s'accumuler, s'étendre et s'émanciper, il a mis en avant sa théorie, connue sous le nom de doctrine de Monroe : « *L'Amérique aux Américains* ». Cela signifie que personne n'a le droit de se mêler de ce qui se passe sur le continent américain, où le capital américain reste seul maître de gouverner, d'exploiter et de brigander. Mais ce capital se sent maintenant à l'étroit dans les limites de l'Amérique, de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud qu'il a transformées en colonies.

Pendant la guerre, la lourde industrie américaine s'est dressée comme une colonne géante jusqu'aux cieux, et le capital américain a rejeté bien loin de lui la devise, *L'Amérique aux Américains*. Ou plutôt, nous dirons qu'il a modifié cette devise et qu'il a dit : *non seulement l'Amérique aux Américains, mais le monde entier*. C'est alors qu'il a envoyé l'apôtre Wilson avec son Nouveau Testament. Nous savons que Wilson n'a pas fait la commission. Mais la commission est toujours à faire, et l'oligarchie américaine est en train de faire ses comptes : notre flotte, se dit-elle, est plus faible que celle de la Grande-Bretagne de tant de tonnes, de tant de bouches de canons de tel ou tel calibre. Et le Département de la Marine américaine établit un nouveau programme, un programme qui doit, avant 1925, et quelques-uns disent encore plus tôt, en trois ans, rendre la flotte américaine incomparablement plus forte que celle de l'Angleterre.

Que signifie tout cela, sinon que toute la force de l'Angleterre est dans sa flotte, qui lui permet de veiller sur toutes les routes océaniques, et d'exercer à son aise son métier de pirate mondial. Le programme naval de l'Angleterre se ramène à ceci : que sa flotte doit toujours être plus forte que celle des deux puissances navales qui viennent immédiatement après elle.

Maintenant, l'Amérique, qui fait briller son dollar tout neuf, dont le cours est très élevé au firmament de la Bourse, déclare : dans trois ans, ma flotte sera plus forte que celle de l'Angleterre. Cela signifie qu'il s'agit « d'être ou de ne pas être » pour l'impérialisme britannique. Cela veut dire que l'Angleterre et les Etats-Unis marchent à toute vapeur vers un nouveau conflit qui ensanglantera la terre entière ; car, dans le monde de l'impérialisme, il ne peut y avoir deux pouvoirs, et l'hégémonie doit appartenir en fin de compte soit à l'Angleterre, soit à l'Amérique, si, toutefois, le prolétariat mondial n'arrive pas le premier à la leur enlever.

Ainsi donc, après quatre ans d'une épouvantable guerre qui a causé la débâcle des grandes puissances de l'Europe centrale, qui a dévasté l'Europe et ruiné le monde entier, nous voyons que sur les os des morts se prépare une nouvelle lutte encore plus gigantesque. La France, la principale ennemie de la Russie soviétique, l'ennemie acharnée, infernale du prolétariat mondial, croit à présent avoir remporté la victoire ; ou plutôt, ce sont les nigauds, les petits-bourgeois, les boutiquiers, les social-patriotes et, en partie, les ouvriers dupés, qui s'imaginent que la France a vaincu. Erreur, profonde erreur. Bien longtemps avant la défaite de l'impérialisme germanique, l'Autriche-Hongrie était battue. Le militarisme allemand la soutenait encore, de même que l'Entente entretenait l'impérialisme allemand. Maintenant, la France, elle aussi, est un des pays du monde les plus épuisés et ruinés, bien qu'elle ait gardé son indépendance.

Certes, la France peut commettre des actes de piraterie dans la mer Noire, mais elle ne peut le faire que tant que l'Angleterre n'y trouvera rien à redire. La France peut dicter ses lois à la petite Belgique, dont elle a fait une de ses provinces ; elle peut fixer l'effectif de l'armée belge, et s'immiscer dans les affaires financières de ce petit pays ; mais la France n'est elle-même qu'une grande Belgique à côté de l'Angleterre. La France est incapable de se défendre, économiquement et militairement, sans l'assistance de l'Angleterre et de l'Amérique ; et cependant, la France, dans sa sottise de petite-bourgeoisie, poursuit jusqu'à présent son rêve de domination, et s' imagine qu'elle pourra jouer un rôle d'arbitre dans la querelle qui s'engage entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Mais les Etats-Unis n'ont pas même voulu faire partie de la Ligue des Nations, à côté de la France et de l'Angleterre. Et la France est presque obligée de se mettre à genoux pour demander l'aumône, pour obtenir qu'on lui garantisse son indépendance.

Que dirons-nous des petites nations ? On leur a promis la liberté, l'indépendance, et cependant, partout, l'Angleterre étend sur elles sa lourde patte, sur la Finlande, sur l'Esthonie Blanche, sur la Lettonie Blanche. Que reste-t-il de l'indépendance de la Suède et de la Norvège ? Qu'est-ce que la mer Baltique ? Un golfe où l'Angleterre fait de petites promenades. La mer du Nord ? Une possession de l'Angleterre. L'océan Indien ? Entouré de toute une chaîne de nations soumises à l'Angleterre, parmi lesquelles l'Egypte, la Perse, l'Afghanistan, le Belouchistan, l'Inde, l'océan Indien n'est plus qu'une mer intérieure appartenant aux Anglais. L'Autriche-Hongrie déchirée, l'ancienne Russie du tsar découpée en petits Etats qui ne peuvent subsister et dont l'Entente, la

Ligue des Nations, c'est-à-dire la Grande-Bretagne, prolongent encore l'agonie, l'Autriche crucifiée, la Hongrie (qui, après avoir accompli une tentative héroïque pour tirer du chaos l'Europe centrale, pour entrer dans la large voie de la fédération soviétiste, c'est-à-dire d'une alliance fraternelle des républiques ouvrières sur le terrain économique, militaire et culturel) écrasée et refoulée. voilà ce que l'on a fait des petits Etats.

Nous voyons encore la Bohême et cette malheureuse Pologne, qui a fait alliance avec les social-patriotes, et dont l'affranchissement avait été inscrit à la première page du programme de la 1<sup>re</sup> Internationale. La Pologne, telle que nous la voyons, a été créée par l'impérialisme à bout de forces, pour servir à ses fins honteuses, pour être tout entière à son service. Cette république démocratique, pour laquelle ont combattu des générations entières de révolutionnaires et de patriotes polonais, qui, fuyant le tsarisme, les uns après les autres, se rendaient en Occident pour combattre et mourir sur toutes les barricades de la révolution, cette Pologne démocratique n'est plus maintenant que l'instrument malpropre et sanglant du capital français. Mais, camarades, si la 1<sup>re</sup> Internationale a inscrit dans les premières pages de son programme l'émancipation de la Pologne et la lutte contre le tsarisme, la Russie d'aujourd'hui, délivrée du tsarisme, accomplit la grande mission qui consiste à rendre la Pologne, crucifiée et violentée, à l'ouvrier polonais, au paysan polonais. (*Applaudissements.*)

On nous parle, du haut de toutes les tribunes parlementaires, de la renaissance économique de l'Europe. Il n'y a pas de mensonge plus impudent que ce mensonge. Il n'y a pas de renaissance en Europe depuis ces derniers dix-huit mois. Depuis notre 1<sup>er</sup> Congrès, l'Europe est devenue incomparablement plus pauvre et sa situation est bien plus désespérée qu'elle ne l'était avant cette date ; il en est de même du monde entier. Pensez-vous qu'il puisse y avoir une renaissance en Europe sans nos matières premières, sans les céréales de la Russie ? Est-ce qu'il peut y avoir une renaissance de l'Europe sans les ressources de la technique allemande, sans la classe ouvrière allemande ? Non. Et c'est pourquoi les représentants des ouvriers de tous les pays, que vous voyez ici présents, lorsqu'ils s'en retourneront chez eux, diront : Ouvriers européens, ouvriers du monde entier, d'après le peu que nous avons vu, nous pouvons témoigner devant vous, que si l'impérialisme laisse en paix la République soviétiste, si nous lui venons en aide par nos ressources techniques, ne serait-ce que dans une faible mesure, il arrivera ceci, que dans deux ou trois ans, tout au plus dans cinq ans, la Russie soviétiste, précisément parce qu'elle est un état soviétiste, fondé sur le communisme, donnera à la classe ouvrière européenne cinq fois plus de blé et de matières premières que n'en donnait l'ancienne Russie du tsar et de la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

Une fois la victoire remportée, le capital anglo-français a cru voir s'ouvrir devant lui un immense champ colonial. Le tsarisme avait été le grand rival de l'Angleterre en Asie ; l'Allemagne était une rivale encore beaucoup plus dangereuse pour l'Angleterre sur le marché mondial. Le tsarisme n'existe plus, l'Allemagne a été défaite, martyrisée, l'Autriche-Hongrie a encore beaucoup plus souffert. On pourrait

croire que les colonies commencent dans le voisinage immédiat des Alliés vainqueurs ; dans l'Est, c'est le peuple allemand soumis à la France ; plus loin, c'est la Russie soviétiste. Et renverser la Russie soviétiste, enlever les matières premières et les blés de la Russie, contraindre les ouvriers allemands, réduits en esclavage, à mettre en œuvre nos matières premières, au bénéfice du capital anglo-français, — tel était le programme éblouissant de la Ligue des Nations à son début. Et elle tâcha de réaliser ce programme, elle fit tous ses efforts pour renverser la République soviétiste, pour se rendre maîtresse de nos steppes, de nos mers, de nos forêts, de nos richesses souterraines. Elle tenta d'exploiter le charbon allemand et les ouvriers allemands pour travailler ces matières premières. Dix-huit mois d'une lutte acharnée se sont écoulés, et nous pouvons dire avec un orgueil légitime à nos frères d'Occident : votre bourgeoisie ne nous a pas mis en terre, nous sommes toujours debout, nous vous faisons accueil à Moscou. Et s'il en a été ainsi, ce n'est pas seulement grâce aux puissants efforts de la classe ouvrière russe et de l'armée qu'elle a créée. Nous savons quels ont été nos efforts, nos sacrifices, et les envoyés de la classe ouvrière mondiale en savent maintenant quelque chose. Mais nous devons dire que nous avons tenu bon principalement parce que nous sentions, nous savions, que le secours allait venir de l'Europe, de l'Amérique, de toutes les parties du monde. Chaque grève du prolétariat écossais dans la Clyde, chaque mouvement dans les villes et les bourgs d'Irlande, où l'on voit flotter non seulement le drapeau vert du nationalisme irlandais, mais aussi le drapeau rouge de la lutte prolétarienne, chaque grève, chaque protestation, chaque insurrection dans une quelconque des villes de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie, le puissant mouvement des esclaves de l'Angleterre dans l'Inde, le développement de la conscience révolutionnaire, l'idée d'une fédération soviétiste mondiale qui devient la devise de tous, — voilà ce qui nous a donné la conviction d'être dans la bonne voie ; voilà ce qui nous a permis, aux heures les plus difficiles, les plus sombres, lorsque nous étions cernés, lorsqu'il nous semblait qu'on allait nous prendre à la gorge et nous étrangler, voilà ce qui nous a permis de nous redresser et de dire : nous ne sommes pas seuls, nous sommes avec le prolétariat de l'Europe, de l'Asie, et du monde entier, nous ne nous rendrons pas, nous tiendrons bon. Et nous avons tenu bon. (*Applaudissements.*)

Sans la Russie et sans l'Allemagne, il ne peut y avoir de renaissance européenne. Pour qu'il y ait une renaissance allemande, il faut permettre à l'Allemagne d'exister, de se nourrir, de travailler. Mais si on lui permet, à cette Allemagne martyrisée et écrasée, d'exister, de se nourrir et de travailler, elle se soulèvera contre l'impérialisme français. Et voilà pourquoi l'impérialisme français ne veut savoir que ce seul commandement : paie tes dettes. Que l'Allemagne paie ses dettes, que la Russie paie. Les usuriers français n'hésiteraient pas à mettre le feu aux quatre coins du monde pour recevoir, en temps voulu, les intérêts qui leur sont dus. Ils ne peuvent permettre à l'Allemagne de travailler, parce que l'Allemagne qui pourrait travailler et se redresser serait une Allemagne indépendante qui marcherait contre eux. Et ils n'ont plus qu'une ressource. Pour faire exécuter les

clauses du traité de Versailles, ce sont les Sénégalais, ce sont les noirs de l'Afrique, ce sont les Arabes, qu'ils envoient sur la rive droite du Rhin pour occuper les villes allemandes. Et lorsque l'on reçoit en France trop peu de charbon d'Allemagne, lorsque l'or allemand n'arrive pas au terme fixé, la bourgeoisie française s'écrie en grinçant des dents : pourquoi ne paient-ils pas à temps ? Est-ce que l'on manque de noirs dans l'armée du maréchal Foch ? Camarades, nous saluons à ce Congrès le camarade Roy, qui représente les masses laborieuses de l'Inde. (*Applaudissements.*) J'espère, camarades, qu'au 3<sup>e</sup> Congrès de notre Internationale, nous aurons parmi nous des communistes africains, arabes, sénégalais, et des représentants des autres peuplades des colonies françaises et anglaises.

Aujourd'hui même, dans le port d'Odessa, quatre ou cinq cents Sénégalais nous ont amené nos soldats russes qui ont été pendant des années les esclaves de la France. Quelques précautions qu'on ait prises pour tenir à l'écart des Russes les Sénégalais, nous savons que pas un régiment étranger, pas une compagnie étrangère n'a pu entrer jusqu'ici impunément dans un port de Russie. Voilà pourquoi, camarades, la politique du maréchal Foch, qui fournit des hydravions à Wrangel, qui soutient la Pologne dans sa lutte désespérée, cette politique ne pourra rétablir la situation économique de l'Europe. C'est la politique d'un joueur décaqué qui a déjà perdu des milliards. Car récemment, le Parlement français a découvert que sur quatre milliards destinés à restaurer les départements français dévastés, Clemenceau n'en avait dépensé à cet effet qu'un million et demi, et que trois milliards neuf cent quatre-vingt-dix-huit millions et demi avaient servi, non à restaurer les départements du Nord de la France, mais à dévaster les provinces et les districts de la Russie. Cette politique de distribution des milliards à droite et à gauche, c'est la politique d'un joueur qui ponte pour la dernière fois dans l'espoir de regagner ce qu'il a perdu et qui, habituellement, ne regagne jamais rien. Et nous pouvons dire, nous pouvons affirmer tranquillement, que le moment n'est pas loin où, aidés par le prolétariat français, nous ferons sauter la banque du croupier français, qui a perdu la tête. (*Applaudissements.*) Les Sénégalais sont à Odessa... Les généraux français sont à Varsovie : ils y sont peut-être aujourd'hui, mais leurs regards sont tournés non pas vers l'Est, mais vers l'Ouest. (*Applaudissements.*)

Tous ensemble, ils ne réussiront pas à augmenter d'un poud la quantité de charbon, de matières premières, et de blé, qui sont nécessaires à la France. Le trait essentiel de la situation, c'est une crise des plus aiguës, c'est le manque de matières premières et de combustible ; ce n'est pas impunément que pendant plusieurs années de carnage mondial, toute l'énergie humaine a été employée, non à créer, mais à détruire. Le travail essentiel, le véritable travail, consiste en ceci que l'homme applique toutes ses pensées et emploie ses machines à tirer des entrailles de la terre les matériaux dont il a besoin, le blé, le charbon. Ce travail a diminué, est tombé graduellement. Actuellement, toute la politique du capital mondial, de la production mondiale, devrait consister à donner la liberté du commerce à l'Allemagne, à la Russie et à l'Autriche-Hongrie. Mais jusqu'à présent, les pays d'Europe n'ont pu augmenter leurs réserves. Et main-

tenant, toute la politique de l'impérialisme mondial se ramène à ceci que, l'année prochaine, il devra y avoir partout une politique de protectionnisme commercial. Actuellement, ce qui se réalise, c'est la politique du pillage à main armée. Nous l'avons vu lorsque les Anglais étaient à Bakou ; pendant de longs mois, ils n'ont réussi à exporter que quelques millions de pouds de naphte, alors qu'ils auraient pu en exporter des dizaines de millions. Voilà ce qui cause du dommage à l'économie mondiale. Lorsque les satellites de la France et de l'Angleterre ont détruit le bassin du Donetz, lorsque les Français ont détruit les ponts et les chemins de fer, lorsque les autos blindées, les trains blindés des Anglais barraient toutes les issues, ils s'opposaient ainsi à la prospérité de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Ecosse, ils sapient les bases de l'industrie. Tel est le dernier mot de la politique économique de l'Entente.

Voilà pourquoi, camarades, après avoir jeté un regard sur notre travail économique, sur l'œuvre soviétique de ces derniers dix-huit mois, après en avoir constaté tous les défauts, après nous être rendu compte de tous nos besoins, sans songer à les dissimuler, au contraire, en déroulant ce tableau sous les yeux de nos frères d'Occident, de nos camarades américains, et des représentants de toutes les parties du monde, je pense que nous sommes dans la bonne voie. Il est possible de sortir de là, de remédier à cette indigence en mettant en commun d'une façon rationnelle, en organisant sur un plan général l'économie mondiale, ce qui permettra de surmonter tous les obstacles artificiels, toutes les barrières que les gouvernements ont accumulés, et de mettre en œuvre un système unique d'économie. Maintenant, camarades, si, en dépit du blocus et de la guerre, nous avons été en état, non seulement de nourrir notre armée, mais de subsister durant ces trois ans, et surtout pendant ces derniers dix-huit mois, c'est là un fait des plus remarquables dans l'Histoire, et nous le devons à ce que toute notre économie a été basée sur les principes du communisme.

Enfin, camarades, si, laissant là les questions de politique internationale et d'économie, nous en venons aux questions de lutte révolutionnaire, nous devons dire encore une fois que la route indiquée par le 1<sup>er</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale était la bonne route, et que cette opinion a été justifiée par les faits. S'il y a encore des ouvriers qui pensent honnêtement et qui peuvent espérer quelque chose de la démocratie, c'est en vain. Où trouverons-nous en Europe une véritable démocratie ? Voyez la jeune démocratie allemande, dont le droit électoral est tout ce qu'il y a de plus démocratique, à la tête de laquelle se trouve le social-démocrate Ebert. Cette démocratie massacre les meilleurs ouvriers, assassine les chefs du parti au nom duquel a parlé tout à l'heure le camarade Lévy, elle assassine l'élite des représentants de la classe ouvrière allemande. Qui est le maître de ce pays ? Ce sont les magnats du capital qui règlent leurs affaires les plus importantes dans les antres de la Bourse.

Pendant la guerre, la bourgeoisie française et celle des autres pays tenaient encore à conserver quelques restes de l'ancienne idéologie démocratique, la bourgeoisie avait besoin de duper les ouvriers, elle leur parlait de défense nationale, elle leur disait que cette

guerre serait la dernière, elle leur annonçait la constitution d'une Ligue des Nations. Mais maintenant, la guerre est finie ; la paix a été signée à Versailles ; le bourreau est là, debout sur l'échafaud, merveilleux d'impudence ; les masses laborieuses sont dépouillées, toutes leurs illusions sont détruites, l'esclavage les menace ; les derniers restes d'idéologie ont été mis de côté. La bourgeoisie demande maintenant une volonté d'acier ; voyez n'importe quel compte rendu parlementaire, dans n'importe quel pays ; le dernier des ministres bourgeois, un fonctionnaire de troisième ordre, lorsqu'il veut se faire applaudir à tout rompre par la majorité bourgeoise, tend le poing dans la direction du prolétariat révolutionnaire. La bourgeoisie exige de ses satellites, de ses commis, de ses ministres, du fer et du sang, car elle a bien compris que nous sommes entrés dans l'époque non d'une entremise parlementaire entre les classes, mais d'une lutte implacable. En effet, qu'a trouvé dans son pays, chez elle, la classe ouvrière, c'est-à-dire ceux de la classe ouvrière qui ont pu revenir du front ? La classe ouvrière a trouvé une nouvelle bourgeoisie encore plus insolente et plus assoiffée de sang que celle qui était restée dans les villes et les villages, lorsque l'ouvrier partait pour le front. Ce sont les fournisseurs de la guerre, les maraudeurs, qui occupent les premières places, ce sont des parvenus, d'anciens repris de justice qui ont volé des millions, des dizaines, des centaines de millions, des milliards, en spéculant sur le sang des peuples. Toute cette canaille avide de jouissances, effrénée dans ses appétits, a infecté de son haleine l'atmosphère des villes européennes et américaines. Le luxe a pris le caractère d'une fièvre enragée, d'une fièvre blanche, d'une surexcitation nerveuse ; les ouvriers sont revenus des tranchées chez eux et ils voient cette bourgeoisie impudente, cette bourgeoisie dorée qui s'est emparée de tout, qui foule tout aux pieds, qui veut jouir de tout, qui est prête à massacrer à coups de canon la classe ouvrière de son pays, si cela est nécessaire, pour qu'elle puisse continuer à dominer et à jouir. Et l'indignation des masses ouvrières s'élève partout comme un bûcher, dont la flamme brille et monte de plus en plus haut. La cherté de la vie est une cause de grèves et de manifestations de la part des ouvriers et des ouvrières affamés. Enfin, dans le mouvement ouvrier, dans l'histoire de l'humanité, ce qu'il faut remarquer comme un fait de la première importance, c'est que les femmes, ces esclaves, se réveillent, et que la jeunesse prolétarienne, qui représente l'avenir, se dresse en masses de plus en plus nombreuses et vient à nous pour nous aider et nous remplacer. Avec les femmes, avec la jeunesse prolétarienne, c'est un nouveau courant de lave révolutionnaire qui vient s'ajouter au mouvement du prolétariat mondial, et qui donnera de nouvelles réserves inépuisables d'énergie dans la lutte que mène l'Internationale Communiste. (*Applaudissements.*)

Camarades, sans aucun doute, le prolétariat de tous les pays se serait déjà emparé du pouvoir si, entre lui, entre la masse révolutionnaire et les groupes avancés de communistes et de révolutionnaires ne s'interposait encore une grande machine solide et compliquée, — les partis de la 2<sup>e</sup> Internationale et des trade-unions, qui ont mis leur appareil, au service de la bourgeoisie, à l'époque de sa décadence, à l'époque

où la bourgeoisie se meurt. C'est précisément la 2<sup>e</sup> Internationale (qui s'est rendue solidaire de la bourgeoisie à l'époque de la guerre) qui s'est chargée de cette responsabilité, qui a repoussé le premier choc de l'indignation des masses laborieuses. Son autorité est tombée. La 2<sup>e</sup> Internationale s'est disloquée. Des groupes de plus en plus nombreux, des millions de travailleurs se détachent d'elles. Mais le premier élan du prolétariat qui allait se jeter sur la société bourgeoise, la première explosion de ses colères, c'est la 2<sup>e</sup> Internationale qui l'a arrêté. Et si la classe ouvrière allemande compte les victimes par milliers et se prépare à de nouveaux sacrifices, la faute en est à la social-démocratie allemande. Celle-ci, au moment décisif de l'histoire mondiale, s'est transformée en un appareil contre-révolutionnaire, comme les partis dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale se sont transformés en un appareil révolutionnaire au service de la société bourgeoise. Si nous jetons un regard sur le passé, si nous cherchons où sont les forces contre-révolutionnaires, nous n'en trouverons point qui ressemblent à celle-ci. Nous connaissons la démocratie bourgeoise. Nous savons l'histoire de l'Eglise catholique qui, comme les autres Eglises, a été un instrument puissant, mais plus que les autres s'est mise au service des classes opulentes pour défendre leurs privilèges et leur domination. Or, les services qu'ont rendu aux classes opulentes l'Eglise mondiale et le catholicisme mondial, ne sont rien en comparaison du rôle qu'ont joué les partis de la 2<sup>e</sup> Internationale au moment le plus critique de l'Histoire. Pendant des dizaines d'années, ils ont conduit la classe ouvrière, se sont introduits dans sa confiance, lui ont donné une organisation, et ensuite, au moment où la classe ouvrière aurait dû employer toute son énergie à s'affranchir du joug du capital, ils ont employé cet appareil à paralyser les ouvriers ; ils en ont fait les esclaves du capital, non pas seulement au sens matériel, physique du mot, mais dans le sens spirituel. Et, tandis que nous sommes ici assemblés avec vous, à l'occasion du 2<sup>e</sup> Congrès de Moscou, un Congrès de la 2<sup>e</sup> Internationale siégeant à Genève oppose son programme au nôtre, à celui de l'Internationale Rouge de la Commune prolétarienne. A partir d'aujourd'hui, à dater de ce Congrès, de ces deux Congrès, la dislocation de la classe ouvrière ira dix fois plus vite. Programme contre programme, tactique contre tactique, méthode contre méthode ; nous avons obligé le Parti indépendant allemand, qui vacillait, hésitait, et dont les chefs hésitent encore, nous, la 3<sup>e</sup> Internationale, par la pression des masses ouvrières allemandes, nous l'avons obligé à envoyer ici ses représentants. Et le parti du socialisme parlementaire français, mis au pied du mur par les masses prolétariennes, a été obligé de nous envoyer ses ambassadeurs. Mais nous ne faisons aucune concession. La 3<sup>e</sup> Internationale n'admet ni les compromis, ni aucune entente. Nous avons notre drapeau, nous avons notre programme, que ceux qui le veulent se rangent sous ce drapeau. C'est ainsi que nous avons parlé aux représentants des partis allemand indépendant et français parlementaire. Nous leur avons demandé : espérez-vous, par l'entremise de votre Parlement, obtenir peu à peu les réformes qui nous conduiront dans le royaume du socialisme ? Notre question était ironique, car les faits ont malheureusement répondu pour eux.

Et si le Parti indépendant allemand et même le parti du socialisme parlementaire français n'ont pas encore appris à conduire les prolétaires dans la voie de la dictature prolétarienne, ils ont appris du moins à ne plus croire au réformisme parlementaire. Les ouvriers allemands et français ont appris à ne plus croire à des chefs qui vacillent et qui hésitent.

Ce Congrès, qui coïncide avec celui de la 2<sup>e</sup> Internationale et, ce qui pour nous est encore plus important et remarquable, pour nous et pour les ouvriers du monde entier, qui coïncide avec la lutte terrible qui s'est engagée entre l'Entente, servie par la Pologne blanche, et la République soviétiste, ce Congrès, qui coïncide avec les glorieuses victoires de l'armée rouge sur les fronts de l'ouest et du sud-ouest, ce Congrès plantera des jalons sur la voie de la révolution prolétarienne mondiale. Ce Congrès a fait, dans ses résolutions, le bilan de l'expérience collective de la classe ouvrière mondiale. Vous avez lu ces résolutions. Ce Congrès adresse un manifeste aux ouvriers et ouvrières du monde entier. Ce manifeste dont je vous ai fait connaître la teneur en substance, dans mon rapport, ce manifeste qui sera publié dans toutes les langues, qui résume l'œuvre de l'impérialisme dans le domaine des relations internationales et de

l'économie publique, qui apprécie à leur juste valeur les vestiges de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ce manifeste montre aussi une voie nette, bien définie, au prolétariat du monde entier, aux travailleurs exploités des colonies.

Et quelle joie, quelle fierté pour nous, camarades, ouvriers de Moscou et de toute la Russie, d'avoir pu recevoir pour la seconde fois, chez nous, l'élite des militants de la classe ouvrière mondiale, d'avoir pu, forts de notre expérience, les aider à forger l'arme dont ils ont besoin pour combattre. Dans notre forge de Moscou, grâce à vous, par vos mains, camarades prolétaires, nous avons attisé le feu, nous avons chauffé à blanc l'acier prolétarien, nous l'avons forgé avec le marteau de notre révolution prolétarienne soviétiste, nous l'avons trempé dans l'expérience de la guerre civile, et nous en avons fait une arme merveilleuse, incomparable, pour l'usage du prolétariat international. Cette arme, nous la prenons en mains et nous la remettons aux mains de nos frères. Nous vous le déclarons, ouvriers du monde entier : dans notre forge de Moscou, sur notre feu moscovite, nous avons fabriqué une lame des plus solides, prenez-la et enfoncez-la dans le dos du capital mondial. (*Applaudissements.*)

# Le Mouvement Révolutionnaire en Amérique

## La terreur blanche

Il y a deux ans, les Etats-Unis faisaient encore la guerre. Les leaders de la Fédération Américaine du Travail (*American Federation of Labor*), ayant à leur tête M. Samuel Gompers, avaient mis au service du gouvernement le concours des trade unions, et parcouraient l'Europe où ils défendaient la cause du capitalisme international et cherchaient à détruire l'esprit révolutionnaire, toujours croissant, des ouvriers du vieux continent. Tout comme en Angleterre, les trade-unions américaines avaient renoncé à une grande partie de leurs droits et privilèges, et confié leurs intérêts à une institution gouvernementale d'arbitrage, dénommée *War Labour Board* (Ministère du Travail de Guerre). Selon toute évidence, les trade unions américaines étaient foncièrement patriotiques : elles achetaient des millions de dollars de « bons de la liberté » et faisaient des dons au profit de la Croix-Rouge, de l'Y.M.C.A. (1) et d'autres institutions de bienfaisance militaires ; elles assaillaient les personnes qui refusaient de se mettre debout quand les orchestres exécutaient l'hymne national américain.

(1) Association Chrétienne des Jeunes Gens.

Il semblait donc que tout esprit d'opposition à la guerre fût détruit. Les leaders des partis socialistes, qui avaient été forcés par les tendances révolutionnaires, toujours de plus en plus vives, des soldats, à publier le « Manifeste de Saint-Louis », invitant les ouvriers à faire une campagne active contre la guerre, sabotaient cette campagne d'une façon délibérée. Non seulement, ils n'avaient rien fait pour l'organiser, mais quelques-uns parmi eux approuvaient même ouvertement les mesures et dispositions de guerre du gouvernement. M. Meyer London, le seul membre socialiste du Congrès, a donné lecture de l'adresse officielle du Congrès, célébrant l'anniversaire de l'adhésion de l'Italie à la coalition antigermanique. Les chefs des groupes socialistes de New-York ont voté les fonds nécessaires pour la construction d'un arc de triomphe en l'honneur des troupes rapatriées, et sur lequel se trouvent gravées les victoires américaines, parmi lesquelles figure celle de Mourmansk. Et sur ces entrefaites, des centaines d'ouvriers ont été jetés dans les prisons, rien que pour avoir tenté de mettre en pratique le programme de Saint-Louis : toutes les manifestations socialistes et tous les meetings ont été interdits et les journaux socialistes suspendus.

Les *Industrial Workers of the World* (Union Universelle des Travailleurs Industriels) — la grande organisation d'ouvriers non spécialistes — furent persécutés sans merci, bien qu'ils ne se prononçassent point officiellement contre la guerre. La bourgeoisie comprenait instinctivement que les I.W.W. présentaient pour elle un grand danger. Quoique aucune loi prohibitive ne fût publiée contre les I.W.W., les membres de cette organisation furent néanmoins partout déclarés hors la loi, arrêtés, maltraités et même tués ; 500 mineurs, membres des I.W.W., qui s'étaient mis en grève dans l'Etat d'Arizona, furent déportés dans les régions incultes du pays par les agents des polices privées, au service de la compagnie ; plus de cent leaders des I.W.W. furent condamnés à des peines de détention variant entre quinze et vingt-cinq ans.

Sous la protection du régime de guerre, la bourgeoisie a inauguré un régime de terreur blanche. La loi contre l'espionnage militaire — dont les dispositions visaient tout particulièrement les agents politiques allemands — a été appliquée dans l'intention de détruire les organisations ouvrières et d'envoyer en prison les propagandistes des idées socialistes et des I.W.W. Vers la fin de la guerre, on ne comptait qu'une douzaine d'agents allemands, tout au plus, tombés sous le coup de la susdite loi contre l'espionnage militaire, tandis que des milliers de détenus politiques, américains, dont Debs, Haywood et beaucoup d'autres, se trouvaient incarcérés dans les prisons des Etats-Unis. Au fur et à mesure que la bourgeoisie se rendait consciente de sa force et s'enivrait de son pouvoir, elle attaquait même les leaders conservateurs du Parti Socialiste : Victor Berger, Adolphe Germer et d'autres membres du Comité Exécutif National, qui furent tous arrêtés et mis sous les verrous. L'auteur de ces lignes lui-même a été, à deux reprises, l'objet d'inculpations de cette nature : une fois notamment pour avoir cité dans un discours un article du *Manchester Guardian* !

Le gouvernement avait autorisé le recrutement d'une garde blanche bourgeoise, toujours dans le même but officiel « de donner la chasse aux espions allemands ». Cette garde était formée de fabricants, de banquiers, d'étudiants et de fonctionnaires ; elle portait diverses dénominations : c'étaient, par exemple, « *La Ligue de la Sécurité nationale* », « *La Ligue de Protection américaine* », « *La Société pour la Défense de l'Amérique* », « *Les Chevaliers de la Liberté* », etc. Toutes ces organisations faisaient une guerre implacable, ouverte et secrète, non seulement aux révolutionnaires, mais à tous les propagandistes ouvriers. Leur but était de détruire toutes les organisations ouvrières qui fonctionnaient dans le pays. Dans les fabriques et les usines, elles terrorisaient les ouvriers, en se servant de mouchards, et obtenaient le renvoi de tout ouvrier membre actif d'une trade-union ou d'un parti socialiste. On forçait les ouvriers à acheter les « bons de la liberté », à faire des dons à la Croix-Rouge, le tout sous menace de perdre leur travail en cas d'opposition ; en province, on boycottait et ruinait les fermiers qui refusaient d'acheter des bons de la liberté, en proportion de leurs revenus respectifs.

Quant aux travailleurs d'origine étrangère, on les persécuta avec un acharnement extraordinaire, et tout particulièrement pendant la période qui suivit la révolution russe. Une loi spéciale fut promulguée, autorisant le gouvernement à expulser du pays tout étranger qui « sympathisera ou fera partie d'une organisation se prononçant pour le renversement du gouvernement actuel ou pour la suppression de la propriété privée ». Sous le coup de cette loi, des centaines d'ouvriers d'origine étrangère furent chassés des Etats-Unis, sans même avoir été entendus par les tribunaux et uniquement pour cette raison qu'ils étaient socialistes ou membres de l'I.W.W. Parmi les travailleurs ainsi maltraités, les Russes étaient considérés par le gouvernement comme étant de beaucoup les plus dangereux. A New-York, par exemple, cinq jeunes Russes, quatre jeunes gens et une jeune fille, furent arrêtés et traduits en justice sous l'inculpation d'avoir imprimé et propagé une feuille dans laquelle ils accusaient d'hypocrisie la politique d'expansion et de spoliation des Etats-Unis en Sibérie. L'un de ces jeunes gens, Jacques Schwartz, a été assassiné à coups de poings pendant l'interrogatoire et la fouille qu'on lui a fait subir au poste de police ; les quatre autres ont été condamnés à vingt-cinq ans de prison. La police envahit à quatre reprises, la « Maison du Peuple » russe de New-York, et toute l'œuvre d'instruction et d'éducation de cette Maison a été complètement anéantie par ces actes de violence.

La presse bourgeoise déchaîna une campagne de provocation des plus furieuses contre toutes les organisations socialistes ou ouvrières et contre leurs agents de propagande. Chaque grève fut représentée par ces journaux comme un attentat cherchant à renverser de vive force le gouvernement des Etats-Unis. Les deux branches de la haute administration américaine, notamment les gouvernements fédéraux et le gouvernement central, ont créé des commissions chargées d'enquêter sur le « bolchevisme » ; ces commissions ne faisaient comparaitre devant elles, en qualité de témoins, que des personnes manifestement hostiles aux Soviets et des contre-révolutionnaires dont les dépositions furent ensuite imprimées, — titres en caractères gras ! — dans tous les journaux bourgeois. En même temps, le Directeur général des Postes, chaque fois qu'il le jugeait utile et nécessaire, était à la presse socialiste et ouvrière les moyens de communication et d'information ; et il était inutile de protester contre ses décisions dont il n'expliquait jamais les motifs. Quant aux journaux publiés en langues étrangères, ils furent tous soumis à une censure préalable.

L'atmosphère de répression créée par cette terreur blanche a facilité aux capitalistes la destruction des organisations ouvrières. Le ministère du Travail de Guerre, sorte de commission d'arbitrage instituée par le gouvernement, se trouvait sous le contrôle d'éléments libéraux et se montrait très favorable aux intérêts des travailleurs. Mais bien que ce ministère eût derrière lui tout le pouvoir gouvernemental, et que ses décisions fussent obligatoires, les grands capitalistes refusaient de s'y soumettre, alors que les ouvriers leur devaient une obéissance complète et se

voyaient mobilisés militairement, tout comme en Russie sous le régime du tsar. Les restrictions établies par les trades-unions étaient violées ; les fabricants et les industriels se mirent à remplacer les ouvriers qualifiés, hautement rétribués, par des travailleurs peu expérimentés et non qualifiés. Ainsi, par exemple, l'Union des Mécaniciens se composait d'ouvriers spécialistes hautement payés. A Bridgeport, centre très important d'industrie militaire, les mécaniciens maintenaient le système de la *closed shop* (« boutique fermée »). Mais au cours de la guerre, les manufacturiers ont engagé et mis au travail des ouvriers de peu d'expérience et médiocrement salariés, en leur faisant exécuter à chacun le quart du travail d'un mécanicien spécialiste, et en mettant ainsi quatre ouvriers basement rétribués et n'appartenant pas à l'Union des Mécaniciens à la place de travailleurs hautement rétribués. De cette manière, l'adresse et l'expérience professionnelles de vieilles trades-unions se trouvèrent anéanties et leur puissance fut ruinée. D'un autre côté, le coût de la vie, prix des vivres, etc., quoique contrôlé par le gouvernement, augmentait sans cesse et atteignit enfin un niveau tel que même les salaires militaires très élevés ne suffirent plus pour vivre, ce qui rendit nécessaires d'incessantes augmentations de tarifs et donna lieu à des grèves systématiques.

Toutes ces grèves rencontraient l'opposition des administrateurs officiels des trades-unions qui, tous, occupaient des postes élevés dans le mécanisme militaire du gouvernement. Ils virent tout de suite que ces grèves de forme nouvelle — grèves sans l'autorisation des administrations, grèves de sympathie, avec une tendance à la grève générale — menaçaient l'existence même des trades-unions et celle de leurs propres affaires... La Fédération Américaine du Travail (A.F.L.) compte environ cent cinquante unions industrielles, ayant chacune ses propres administrateurs grassement payés, et ses propres contrats et arrangements avec les fournisseurs de commandes. Quand une union ouvrière se mettait en grève, les autres poursuivaient leur travail et, parfois, remplaçaient même les grévistes. La tendance vers une action commune, qui se manifestait parmi les ouvriers spécialistes et à laquelle ceux-ci initiaient la masse des ouvriers non qualifiés, qu'ils conduisaient et dirigeaient, menaçait la puissance des unions bureaucratiques. Aussi, ont-elles fait cause commune avec les capitalistes contre le « bolchevisme ». Samuel Gompers a inauguré la grande campagne du « travail organisé » contre le « bolchevisme », et, comme suite, de nombreuses unions ouvrières et professionnelles, qui s'étaient mises en grève pour des raisons purement économiques et sans l'autorisation de leurs administrateurs officiels, ont été suspendues dans leur activité et même expulsées de la Fédération Américaine du Travail.

La guerre terminée, la terreur blanche n'a pas cessé de faire rage dans le pays ; elle a même revêtu un caractère encore plus sévère qu'auparavant. Aucun programme de réorganisation ou de démobilisation de l'industrie n'a été élaboré aux Etats-Unis. Au moment où l'armistice fut signé, l'industrie de guerre tomba en jetant dans la rue des milliers d'ouvriers. En même temps, le con-

trôle que le gouvernement exerçait sur les prix de vente des denrées alimentaires fut supprimé, et les prix de tous les articles de première nécessité firent un saut extraordinaire. De nombreuses entreprises, particulièrement dans l'industrie textile, réduisirent également et d'une façon inattendue les salaires de leurs ouvriers, forçant ceux-ci à se mettre en grève, ce qu'ils firent sans le concours d'autres unions professionnelles et, assez souvent même, contre les ordres officiels. Les manufacturiers, profitant de la stagnation des affaires que la fin de la guerre avait déterminée, incitaient les ouvriers à la grève, dans le but de décimer complètement leurs rangs. Simultanément, les « gardes blanches », qui avaient cessé d'être des institutions officielles, commirent de nouveaux actes de terrorisme à l'égard des ouvriers. Des soldats rapatriés et qui n'avaient pu trouver aucun travail dans le pays, furent payés pour disperser les meetings socialistes et pour faire des raids dans les centres ouvriers. Des bandes nombreuses de soldats ivres cernaient donc les meetings socialistes et rouaient de coups tous ceux qu'ils prenaient pour des militants. De leur côté, la police privée et les détectives au service des grandes entreprises industrielles inaugurèrent une série d'assassinats. Plusieurs organisateurs et propagandistes de la Fédération Américaine du Travail tombèrent sous leurs coups.

La paix signée, les capitalistes se sont empressés de légaliser la terreur blanche. Dans la plupart des villes d'un grand nombre d'Etats américains, le fait d'arborer un drapeau rouge est considéré comme un acte illégal, très sévèrement puni. En seize Etats, une « loi pénale syndicaliste » promulguée punit de longue détention tous ceux « qui se seront prononcés pour le renversement du gouvernement ou pour la suppression de la propriété privée, ou tous ceux qui seront trouvés porteurs de pamphlets ou de journaux se prononçant dans le même sens ». Thomas Mooney, dont l'innocence n'est plus en doute, est toujours en prison, condamné à la détention perpétuelle. Cependant, l'homme qui a assassiné Frank Little, l'organisateur de l'I.W.W., n'a subi jusqu'ici aucun châtiement. Les administrateurs du *Cooper Trust* (Trust du Cuivre), qui ont déporté au désert d'Arizona les grévistes de l'I.W.W., sont toujours libres. Des centaines de socialistes et de membres de l'I.W.W. pourrissent dans les prisons où ils sont odieusement brutalisés. De nombreux militants y sont morts, d'autres se sont suicidés, d'autres encore sont devenus fous. Et jetant bas le masque qu'il portait, le gouvernement fédéral envoie lui-même des troupes pour réprimer les grèves...

Le capitalisme, en Amérique, est à son déclin. Les événements qui vont se produire dépendront entièrement de l'intelligence et du courage des travailleurs. Si ces derniers ne sont pas encore prêts à agir, les capitalistes établiront sur l'immense masse des ouvriers, croupissant dans un véritable esclavage, une dictature militaire avouée. La seule alternative contraire est la dictature du prolétariat.

Je dirai, dans un autre article, à quel point les ouvriers d'Amérique se sont réveillés de leur sommeil.

John REED.

# A la défense de Rosa Luxembourg

Tous ceux qui ont connu la grande âme généreuse de Rosa Luxembourg protesteront avec la plus grande énergie contre la page de souvenirs publiée par la citoyenne Louise Kautsky (N° 36 de la *Freiheit*, du 20 janvier 1919), sur l'assassinée, et intitulée : « A la mémoire de Rosa Luxembourg ». Il me repugne de soulever une discussion autour d'une morte, au bord d'une tombe encore ouverte. La vérité et l'amitié m'obligent à protester cependant contre certaines affirmations de Louise Kautsky. Les nombreux ennemis de Rosa Luxembourg ont caricaturé sa personnalité si marquante, et j'estime de mon devoir non seulement envers la morte, mais encore vis-à-vis des vivants, d'empêcher que cette caricature soit rendue encore plus laide et plus grossière par les traits qu'y ajoutent certains « amis ».

Louise Kautsky dit vrai quand elle affirme en parlant de l'esprit militant de Rosa Luxembourg « qu'elle n'épargnait pas ses amis les plus vieux et les meilleurs ». Mais en amie intelligente de la défunte, la citoyenne Louise Kautsky aurait dû relever d'autres choses aussi : elle aurait dû dire avec quelle patience infatigable et pleine d'égards Rosa Luxembourg lutta pour l'esprit, pour l'âme de ses plus vieux amis, avant de les combattre. Combien grande était sa douleur lorsqu'elle se voyait obligée de lever les armes contre un de ses anciens alliés, combien amère était sa déception lorsque la persistance de l'ancien ami dans la lutte, l'usage qu'il faisait de certaines armes lui montrait qu'il n'était pas à la hauteur morale et humaine où elle le plaçait. Oui, certes, Rosa Luxembourg n'avait pas épargné même son ami le plus ancien, lorsque, en toute honnêteté de jugement, elle avait cru voir en lui un adversaire faisant tort à la lutte prolétarienne des classes. Pour elle, la cause était toujours au-dessus de l'homme. Quand elle crut de son devoir de lutter contre le plus ancien de ses amis, elle mit en œuvre toutes les armes dont elle disposait : les grosses pièces de sa science approfondie et de sa pensée philosophique très mûrie, les coups sûrs d'une brillante dialectique, le fleuret élégant de l'ironie, de l'esprit, de la raillerie. Jamais pourtant elle ne s'est servie d'armes indignes. Rosa Luxembourg était une nature foncièrement noble, incapable de payer ses détracteurs de

même monnaie et d'avoir recours à des moyens ignobles lors même qu'on s'en était servi contre elle.

Louise Kautsky n'est donc pas juste quand elle définit dans les termes suivants l'attitude militante de Rosa Luxembourg : « Malheureusement, elle agissait dans ces cas-là comme Lénine, qu'elle admirait, et qui, cité un jour devant le tribunal du Parti pour avoir calomnié un camarade déclara ceci : « Contre un adversaire politique — surtout s'il appartient à notre camp (socialiste) — il faut combattre avec des armes empoisonnées même en cherchant à soulever contre lui les pires soupçons ».

Je doute fort, soit dit en passant, que ces paroles puissent servir à caractériser le grand chef bolchevik. Je sais par l'histoire du mouvement russe, et aussi par l'expérience personnelle, que le camarade Lénine est un adversaire tenace et redoutable. Mais je n'ai jamais vu la calomnie figurant au nombre de ses armes. Avant de reconnaître la force d'un tel argument, il faudrait donc se rendre compte dans quelles circonstances et par rapport à quoi auraient été prononcées les paroles citées.

Louise Kautsky aurait dû se garder, à ce qu'il me semble, dans sa page de souvenirs, de quitter à la fin le terrain purement personnel, et de passer au domaine politique, pour indiquer un changement inexplicable dans les idées et l'attitude de Rosa Luxembourg.

J'apprécie pleinement et sympathiquement tout ce que Louise Kautsky aspire à faire pour le socialisme dans son milieu et conformément à sa nature. Je ne lui reproche aucunement d'avoir des idées à elle sur les événements, dans le camp du socialisme international. Mais il n'en est pas moins vrai que, dans la lutte pour le socialisme, elle ne fait que partager les sentiments des autres sans participer elle-même au mouvement d'une manière active et personnelle. C'est pourquoi, malgré son effort d'impartialité, elle ne sait pas se faire un jugement juste et indépendant sur les personnes et les choses. Elle les observe dans la perspective de son milieu, en femme qui comprend la lutte de l'homme, et la suit avec sympathie, sans se trouver elle-même dans la mêlée. Rosa Luxembourg, au contraire, était toujours là où les balles sif-

flaient le plus, et observait les choses du haut de la tour qu'elle s'était bâtie elle-même.

Il n'est donc pas étonnant que l'une d'elles ait pris toutes les peines pour arriver à une conception historique bien pesée de la révolution russe, tandis que l'autre, sûre d'elle et ayant la sentence toute prête d'avance, s'est érigée en juge de « l'hérésie bolcheviste dont une intelligence claire s'est étrangement laissé aveugler... à tel point que Rosa voulait répéter en Allemagne les expériences avortées des Russes ». J'aime autant laisser sans y toucher ce jugement écrasant sur la révolution russe, dans la certitude que « les expériences avortées des Russes » continueront leur œuvre créatrice dans l'Histoire, lorsque les rats mêmes n'auront plus souci de ce que les pédants socialistes auront écrit sur elles. L'attitude de Rosa Luxembourg envers la Révolution russe de novembre et la République des Soviets était ferme et claire. Il ne faut pas la juger d'après des paroles dites à telle ou telle occasion sur des personnes ou des événements, d'après des paroles comme il en échappe sous l'influence des choses et du moment aux personnes impressionnables et d'une sensibilité finement différenciée. Rosa Luxembourg appréciait le bolchevisme, pour se servir du nom abrégé de cet « épouvantail des bourgeois » dans sa totalité ; elle en reconnaissait la grande valeur historique, et critiquait les détails de l'action bolcheviste lorsqu'ils lui paraissaient appeler la critique. Son sens politique et son tact personnel lui dictaient toutefois une conduite contraire à celle de Louise Kautsky qui, elle, obéissait à son besoin de consistance dans l'action politique. Rosa Luxembourg ne se souvint pas d'anciennes querelles et de jugements d'autrefois, au moment même où les mouchards et les shires d'Ebert et de Noske s'attachaient aux talons de Radek.

Je n'éprouve aucun désir de m'expliquer à fond avec Louise Kautsky dans le cadre restreint de cette notice sur ce qu'il en est des « méthodes bolchevistes » que Rosa « approuvait, et que, malheureusement, elle commençait même à mettre en pratique ». Il suffit de dire que ces méthodes ne correspondent guère au tableau tracé sur le mur par le chef du flanc droit du Parti Socialiste Indépendant dans les intérêts d'une politique chancelante et timide — tableau qui ne diffère pas sensiblement de l'épouvantail « bolcheviste » et « spartakiste » des socialistes gouvernemen-taux. Mais laissons les « méthodes bolchevistes »... C'est manquer de jugement que vouloir expliquer par ce mot courant l'étouffement de la révolte de janvier à Berlin. Autant dire que la Commune de Paris est tombée

pour avoir anticipé sur l'hérésie et les méthodes bolchevistes. Rosa Luxembourg n'a pas emprunté sa tactique militante à la révolution russe. Elle l'a plutôt puisée dans l'étude approfondie et lumineuse du mouvement international. Dans l'intérêt de la cause allemande, elle a basé sa tactique sur la situation en Allemagne — non pas toutefois sur celle d'une période écoulée de lente évolution mais sur celle du moment orageux et de la Révolution que nous traversons depuis l'avènement et le développement de l'impérialisme.

Que mon amie Louise Kautsky ne m'en veuille pas si je dis ce que je pense. C'est l'amie reconnaissante de Rosa Luxembourg qui a commencé la page de souvenirs et c'est la femme de Karl Kautsky qui l'a terminée. Rosa Luxembourg aurait été la dernière à le lui reprocher. Consciente de sa propre liberté d'esprit, Rosa Luxembourg était très indulgente pour toute dépendance d'âme chez les autres. Mais ce ne sera pas Louise Kautsky qui, d'un air de juge condescendant, prononcera le dernier mot sur « l'aveuglement » et « les méthodes bolchevistes » de Rosa Luxembourg. Ce dernier mot, c'est l'Histoire qui le dira. Et nous tous, qui sommes fiers d'avoir été les compagnons d'armes de Rosa Luxembourg, nous attendons tranquillement le jugement de l'Histoire.

Clara ZETKIN.



Kertjenzev

### Les Alliés et la Russie

Précieuse contribution à l'histoire contemporaine, ce livre contient l'exposé véridique des relations entre la Russie et les Alliés, depuis l'alliance franco-russe jusqu'à la guerre impérialiste menée par la France capitaliste et ses complices contre la révolution prolétarienne russe. Les historiens bourgeois seraient fort embarrassés de répondre à ce livre, véritable réquisitoire contre l'impérialisme.

Un volume in-16. Prix..... 2 francs

Envoi franco contre le montant adressé à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

# Chronique Internationale

## POLOGNE

La peur panique, que l'armée rouge et « l'ennemi intérieur », sympathisant avec la Russie soviétiste, ont inspirée à la bourgeoisie polonaise, la pénètre encore jusqu'à la moelle des os. Elle lui chuchote à l'oreille un *memento mori* qui la fait trembler et l'exhorte à se raviser. D'autre part, le rétablissement de sa situation militaire et la circonstance qu'en la personne de Wrangel est entré en scène un nouveau contre-révolutionnaire, compagnon de lutttes, avec lequel elle a déjà tramé une conspiration, stimulent à nouveau ses instincts impérialistes. Ainsi son âme politique est déchirée, semblable au fameux attelage, dans la Phèdre de Platon, dont un coursier penche vers la modération, pendant que l'autre s'élance en avant, écumant et effrené. On ne peut continuer la guerre au hasard, car la caisse d'Etat est vide, surtout après l'essai d'un emprunt extérieur et intérieur, essai qui a subi un éclatant échec, et parce que l'armée polonaise, mal équipée, est excessivement affaiblie, aussi bien qualitativement que quantitativement, que les nouveaux effectifs sont composés d'hommes de 30 à 40 ans, la plupart pères de famille, hommes âgés et lourds qui ont presque tous passé par la guerre mondiale et qui, par conséquent, ne se laissent pas facilement enthousiasmer par l'esprit guerrier.

Et, d'autre part, on ne peut pas non plus conclure la paix, car cela équivaldrait à la reconnaissance officielle du gouvernement soviétiste, alors que les autres éléments russes, ceux qui sont plus près du cœur de la bourgeoisie polonaise, restent à leur œuvre contre-révolutionnaire, et que la bourgeoisie fonde encore tous ses espoirs sur l'unique succès de cette œuvre.

Donc, ni paix, ni guerre, c'est là leur principe politique d'aujourd'hui, principe résumé d'une façon typique dans leur plus grand journal, l'organe officiel de Paderewski, le *Rzeczpospolita*, n° 74. On y lit :

Ni paix, ni guerre, doit dire aujourd'hui la Pologne. Car il faut finir la guerre, mais il est illusoire de croire qu'après la fin de la guerre viendra la paix. La paix avec la Russie des Soviets est déjà impossible de ce fait, qu'au sein même de la Russie, régnera un éternel désaccord provoqué par le joug bolchéviste. La source de ce désaccord représente l'effort des meilleurs éléments de la nation russe pour l'écrasement de ce joug. C'est là un effort sain et honorable et, comme tout effort de ce genre, il doit finir par triompher. La Pologne commettrait une faute grave si, en reconnaissant les Soviets et en concluant la paix avec eux, elle s'opposait à cet effort. Comme la France a reconnu le gouvernement du général Wrangel, comme les Etats-Unis ont appelé la Nation russe à combattre les Soviets, ainsi la Pologne doit aussi marcher dans cette même direction et doit entretenir de la même manière de bon-

nes relations avec la Russie future, avec laquelle il lui faudra vivre en accord contre l'Allemagne. Et la paix avec la Russie soviétiste est encore impossible parce qu'elle ouvrirait, grande ouverte aux perturbations bolchévistes, la porte de la Pologne.

Autour de ce point de vue central, si touchant et si franc, de la bourgeoisie, oscillent les opinions de ses différents courants politiques. On peut dire qu'au fond, aucune d'entre elles ne veut la conclusion d'une paix durable aussi longtemps que ses velléités d'annexions ne seront pas satisfaites. Même ceux d'entre eux qui avaient déjà entonné des tons plus modérés, les national-démocrates, parce qu'ils désirent ne pas être désagréables à l'Entente et danser d'après sa musique, lancent de nouveau leurs griffes sur Wilna, Grodno, Kamieniec, etc. « La politique étrangère de la Pologne, écrit à ce sujet la *Gazeta Poranna*, n° 221, doit tenir fermement à une lutte sans défection, contre le bolchevisme, tant que nos intérêts à l'est ne seront complètement assurés. » Du reste, les opinions des éléments bourgeois sur la question paix ou guerre, varient comme les devises des changes à la Bourse. Ces variations dépendent de deux facteurs : de la manière dont souffle le vent d'ouest et de la situation sur les champs de batailles. Plus personne ne veut entendre parler des frontières ethnographiques, dont tout le monde se contentait au moment du grand danger. D'un seul élan, ils sont tous revenus à l'ancienne ligne de Dmowski ou à celle appelée ligne des tranchées allemandes, surtout depuis que le *Temps* leur a murmuré la même chose à l'oreille.

Ils veulent tous annexer les pays limitrophes ou, au pis aller, les placer sous le protectorat polonais, afin d'assurer à la Schlachta leurs vastes propriétés et les terres des chevaliers situés là-bas, ou simplement en tirer un profit quelconque. Même la très modérée et influente *Gazeta Warszawska*, le principal organe national-démocratique, dit dans son n° 242 : « Nous ne pouvons en aucun cas consentir à ce que ces pays (c'est-à-dire Wilna et Grodno) restent dans un Etat étranger. » Et, ce qui est caractéristique, peu après, elle publie un article très à cheval du ministre de la Justice, Nowodworski, — qu'il cherche, il est vrai, à affaiblir rédactionnellement, — dans lequel la guerre ultérieure à tout prix, aussi bien avec les bolcheviks, qu'avec les Lithuaniens, est préconisée : « Donc, encore, pas de paix. Encore la guerre... nous vaincrons », etc., etc.

Mais c'est encore le quasi-démocratique, mi-officiel organe du Belvédère, *Narod*, qui brandit le sabre avec le plus de violence. Il jubilait ouvertement de ce qu'on ne soit pas encore venu à la paix. « Il faut admettre que seul un chapitre de notre guerre est terminé, que les pourparlers à Minsk... ne mèn-

ront à aucun résultat, qu'à cause des considérations stratégiques, notre armée devra reculer vers l'est et vers le nord ». « La Russie doit débarrasser les frontières de notre ancienne république (c'est-à-dire de celle de 1772) ». Dans des phrases emphatiques et avec des airs romantiques, sans se soucier du fiasco de l'aventure de Kiew, il s'avance plus loin comme libérateur d'autres peuples, de l'Ukraine, de la Russie Blanche et de la Lithuanie. Cette mission aurait été confiée à la Pologne par l'Histoire elle-même, et elle doit « être pour l'est de l'Europe, ce que la France fut pour l'ouest ». Donc persévérer dans la lutte ! C'est là l'esprit qui règne au Belvédère et que le chef d'Etat, Pilsudski, a de nouveau laissé entendre à un représentant de la presse : « *Aller devant soi jusqu'au complet anéantissement de l'ennemi* ». Ou bien, comme le disait également dans une entrevue, son ancien aide-de-camp, le ministre actuel de la Guerre, Sosnkowski : « *Si cela continue ainsi, toute la Russie nous sera ouverte* ». Ainsi tout ce romantisme se réduit à détruire le maudit bolchevisme, à conserver les droits au système d'oppression, aux intérêts matériels de la bourgeoisie polonaise, russe, et en général de la bourgeoisie internationale, la Pologne étant la redoute de l'Ouest.

Cette politique a été, jusqu'à présent, assidûment partagée par le parti socialiste polonais (P.P.S.). Seuls, la révolte du peuple ukrainien contre les « libérateurs » polonais et l'échec militaire de ces derniers, puis l'avance des bolcheviks sur Varsovie et le passage en masse vers eux du prolétariat polonais, parmi lequel se trouvaient les propres membres du P.P.S., tout cela ébranla passablement ces social-chauvinistes. Ils prêchent, maintenant au moins, ouvertement la paix sur la base des frontières ethnographiques, il est vrai avec des « corrections » qui doivent apaiser leur appétit sur Wilna, par exemple, puis aussi sur « l'indépendance de l'Ukraine », qui doit être, selon eux, absolument exigée à Riga. (*Robotnik*, n° 247.) Car, au fond, ils rendent hommage, comme auparavant, à leurs anciennes aspirations belliqueuses, qu'ils ne peuvent pas toujours bien cacher. Provoqué par les national-démocrates, leur *Robotnik* dit, il y a quelques jours, tout crûment, que le P.P.S. n'est déjà plus (ce « déjà plus » se rapporte aux circonstances intimidantes, mentionnées plus haut) d'accord avec Pilsudski, parce que l'on veut complètement anéantir l'ennemi, alors que « nous tenons cette destruction pour impraticable dans les conditions actuelles ». Ils espèrent donc, avec la bourgeoisie, des circonstances plus favorables. Comme l'avait de son côté, révélé au député français Lafont, Daszynski, leader du P.P.S. et actuellement membre du gouvernement polonais : « *Tout ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est gagner du temps* ». (Voir la *Correspondance Russe*, n° 11), pour s'élancer ensuite, avec des forces plus grandes, contre la Russie soviétiste.

Après tout cela, il est bien compréhensible que, si l'on en vient réellement à la paix à Riga, celle-ci ne

sera conçue par les classes possédantes de la Pologne et par leurs serviteurs social-patriotes que dans le sens sus-mentionné.

VARSOV.

## JAPON

*Le jour anniversaire de la naissance de Lénine (10 avril) les représentants socialistes japonais, réunis à New-York, ont voté la protestation suivante :*

Nous, socialistes japonais d'Amérique, protestons avec la plus grande énergie contre la conduite insensée, aveugle, monstrueuse, du Japon en Sibérie, couronnée le 5 avril par l'occupation militaire de Vladivostok. Nous condamnons l'armée japonaise qui a accompli cette tâche honteuse d'attaquer et de désarmer les Russes et d'arborer sur la ville le drapeau japonais. Commettre une telle action, c'est déshonorer le nom du peuple japonais et salir sa réputation. Durant ces derniers mois, l'opinion japonaise, exprimée dans les journaux et revues et dans diverses réunions publiques, s'est montrée favorable au retrait des troupes de Sibérie. Le Kensai-Kai (parti de l'opposition) l'exigea dans sa dernière Diète. Le peuple tout entier réclame aujourd'hui cette mesure. C'est seulement en février qu'on apprit que le gouvernement avait décidé de retirer les troupes, d'abord de la province de l'Amour, puis, aussitôt que l'armée tchèque se serait retirée, de les retirer du lac Baïkal. A peine quelques-uns étaient favorables au maintien de l'occupation, et entre autres quelques journaux chauvins, soutenus par les militaristes. Toutes les classes intelligentes s'y montrent depuis opposées.

Mais voici que notre armée, au lieu de se retirer, a été autorisée à occuper Vladivostok. Une telle mesure est contraire à l'opinion publique japonaise, et très nuisible aux intérêts les plus précieux du peuple japonais.

Depuis la récente résolution qui, à Vladivostok, renversa le gouvernement réactionnaire du général Rozanov, presque tous les leaders de la réaction et du parti monarchiste sont réfugiés au Japon. Rozanov, qui s'y trouve actuellement avec toute sa suite et qui aurait apporté avec lui une grosse somme d'or, est l'allié naturel des militaristes japonais. Mais ceux-ci sont désormais le groupe le plus impopulaire au Japon. Nous savons que l'outrage de Vladivostok sera — avec juste raison — considéré comme une provocation par les ouvriers et paysans russes, et que le peuple japonais paiera chèrement un acte dont il n'est pas responsable. Nous savons aussi que les militaristes japonais ne seront pas de taille à lutter avec l'armée rouge des ouvriers et paysans.

Les ouvriers japonais, qui ont avec succès déclenché des grèves, organisé le sabotage et fomenté des émeutes contre leurs capitalistes, et même contre le gouvernement réactionnaire avec sa police, sa gendarmerie-

rie et ses soldats, — les ouvriers japonais ne voudront pas accepter de combattre dans les rangs de l'armée comme ils le firent autrefois.

Nous, socialistes, nous nous sentons profondément honteux de l'acte de banditisme de notre armée à Vladivostok. Nos camarades du Japon partageront, sans aucun doute, nos regrets et notre indignation, eux qui ne sont pas libres d'exprimer leur pensée et leurs sentiments socialistes.

La presse bourgeoise de l'Ouest semble très douce pour la conduite barbare du Japon. La presse qui, à tort ou à raison, condamna le Japon dans l'affaire du Schantoung, est à présent absolument silencieuse. A peine quelques critiques s'élèvent-elles, et la tendance dominante est plutôt d'approuver l'acte du Japon, — sous prétexte qu'il s'agit de la zone d'influence japonaise !

Quoi qu'il en soit, nous condamnons l'acte du Japon comme un grand crime contre nos voisins, et notre colère et notre indignation contre les impérialistes du Japon ne cesseront pas tant que nous n'aurons pas détruit leur impérialisme. Nous ressentons une profonde douleur et un profond regret de ne pouvoir qu'exprimer notre attitude en paroles. Mais notre regret et notre indignation seront bientôt repris par les travailleurs japonais qui marchent avec assurance sur la trace des travailleurs russes.

L'armée du Japon que nous condamnons pour son action peut garder Vladivostok quelque temps : ce ne sera pas pour longtemps, car notre peuple ne supportera pas le crime qui ferait des Russes nos ennemis. Puis l'armée rouge écrasera l'impérialisme japonais. La victoire de l'armée rouge signifiera la révolution sociale et le gouvernement des soviets au Japon, comme la victoire japonaise fit naître la Constitution russe en 1904 et la Révolution en 1905.

Le crime actuel de l'armée et du gouvernement japonais dans l'action à Vladivostok, perpétré au nom du mikado, entraînera peut-être leur propre destruction à tous : ils tomberont devant l'invincible force du bolchevisme.

Nous envoyons notre salut aux camarades de Vladivostok, de Sibérie, de Russie, et au monde entier.

*Le Comité du Groupe socialiste japonais  
aux Etats-Unis.*

**S. NONAKA, U. TAGUTCHI, S. KATAYAMA.**



## Mesures de défense

Poursuivant sa campagne anti-communiste en usant de procédés que la morale réprovoque, le *Populaire* vient de mettre le comble à ses débordements d'invectives.

Dans son numéro du 9 octobre, ce journal a publié une ordure sans nom, espérant salir le meilleur de nos camarades, celui que le *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale* a jugé le plus digne de sa confiance, et que la bourgeoisie a honoré de sa vindicte en l'emprisonnant depuis six mois.

Il est à remarquer que le *Populaire* témoigne une haine particulière aux communistes frappés par la réaction capitaliste. Au moment où le gouvernement de Wilson, cher au *Populaire*, exerçait une répression sauvage contre les communistes des Etats-Unis, où cinq mille de nos camarades américains étaient jetés en prison ou déportés, où les journaux et les locaux des communistes étaient dévastés par les « raids » policiers, le *Populaire* saisissait cette occasion pour diffamer les communistes d'Amérique. Ce journal a diffamé également les communistes d'Allemagne et ceux de Pologne, martyrisés par les hobereaux, et auxquels vont l'admiration et la reconnaissance de tous les prolétaires conscients du monde. Il était inévitable que la rage du *Populaire* s'exerçât contre Lorient : c'est fait.

Mais la coupe déborde. La mansuétude dont le *Populaire* a bénéficié lui sera désormais refusée. Déjà, dans l'indignation où sont les militants de la Fédération de la Seine, en présence de la campagne anti-communiste de ce journal, la Commission Exécutive de la Fédération a spontanément décidé de s'abstenir de tout appel en sa faveur, et de supprimer son titre des affiches qu'elle publie. Le dernier acte du *Populaire*, d'une vilénie à nulle autre pareille, appelle une riposte immédiate. Le *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale* est saisi d'une proposition de boycottage du journal. Nul doute que cette mesure soit adoptée par l'ensemble de notre organisation et par l'énorme majorité des militants de la Fédération de la Seine.

**VARINE.**

### A. Glebov

#### Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : .... 0 50  
Le cent ..... 37 50

### Jean Brécot

#### La Grande Grève de Mai 1920

(Préface de Pierre Lemont)

Une forte brochure, indispensable à ceux qui suivent attentivement le mouvement ouvrier. Historique réfutant sans réplique les calomnies répandues contre les « extrémistes » par les dirigeants félons de la C.G.T. Prix : 1 franc.



LITTÉRATURE ==  
== COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies  
socialistes et communistes

ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Sadoul</i> .....	0 50
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i> .....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i> .....	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i> .....	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i> .....	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i> .....	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i> .....	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> .....	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 "
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviets</i> .....	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i> .....	1 25

## La Revue Communiste

Directeur : Charles RAPPOPORT  
Paraît tous les mois

### TARIF DES ABONNEMENTS

France .. 1 an, 25 fr. 6 mois, 13 fr. 3 mois, 7 fr.  
Etranger . 1 an, 30 fr. 6 mois, 18 fr. 3 mois, 10 fr.  
Envoyez lettres et mandats à M. Rappoport,  
17, rue Grange-Batelière, Paris (9<sup>e</sup>).

**L'Avant-Garde**  
ouvrière et communiste

Organe officiel du Comité de l'Internationale  
Communiste des Jeunes

Bi-mensuel : 4 pages, 20 centimes

## La Vie Ouvrière

Paraît tous les vendredis  
Hebdomadaire

## NOTRE SOUSCRIPTION

### 28<sup>e</sup> LISTE

Mme Duret, Paris, 10 fr. — Dumollard, Chambéry, 1 fr. — Groupe de Montceau-les-Mines, versé par Mefier, 4 fr. — Verdeboul (Hellerumes), 1 fr. — D<sup>r</sup> Colanerie (Metz), 4 fr. 50. — Bertrand Marnier, 15 fr. — Liste de souscription n° 238, 31 fr. — Un bolchevik de Levallois, 5 fr. — Listes n°s 305 et 306, 47 fr. 50. — Un membre de « Clarté », 2 fr. — En achetant des brochures, 0 fr. 50. — Liste n° 109, versé par Perrin, 27 fr. — Garnier, 5 fr. — Louise Martin, 25 fr. — Un communiste de Rochefort, 5 fr. — Liste n° 240, 11 fr. 75. — Molinié, Bergerac, 10 fr. — C. C., 2 fr. — Citoyenne Garry, 5 fr. — Vive la République des Soviets, 10 fr. — Liste n° 137, 41 fr. — Paris, 3 fr. — Supplément d'abonnement, 1 fr. 50. — Cussac, Tours, 25 fr. — Un lecteur du « Bulletin », 2 fr. — Juliette Hameau, 3 fr. — Liste n° 26, 33 fr. 50. — H. R. (Alger), 2<sup>e</sup> versement, 25 fr. — Liste n° 212, 8 fr. 10. — Pour la libération de nos amis emprisonnés, 5 fr. — Serre, 10 fr. — Henri Lisle, 3 fr. — Un membre du Comité, 5 fr. — Un syndiqué, 1 fr. — Liste n° 145, 22 fr. — Un ex-reconstructeur, 2 fr. 50. — Marnas, Perpignan, 2 fr. — Granier, 10 fr. — Liste n° 151, 27 fr. — Vive Sadoul, 0 fr. 50. — Robert Thirion, 5 fr. — Pour le « Bulletin » à 32 pages, un lecteur communiste, 10 fr. — Liste n° 275, 18 fr. 40.

Total de la 28<sup>e</sup> liste..... 485 75  
Total des listes précédentes..... 8.749 80

Total général..... 9.235 55

## Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

#### FRANCE

50 numéros..... 25 francs  
20 numéros..... 10 francs  
10 numéros..... 5 francs

#### ETRANGER

50 numéros..... 30 francs  
20 numéros..... 12 francs  
10 numéros..... 6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)  
Georges DANGON, imprimeur  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup> arr.)

Le Gérant : R. APERCIE